

## **Communiqué du Bureau Fédéral**

Le Bureau Fédéral FO Finances, regroupant les représentants de ses syndicaux nationaux, réuni ce jour, n'a constaté aucune inflexion majeure dans la politique économique et sociale du nouveau gouvernement.

S'il a pris acte du nouveau dispositif « Retraites » pour les carrières longues, et de la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, il déplore la trop faible revalorisation du SMIC, qui ne répond pas à la demande des salariés, et écrase encore un peu plus la grille salariale des fonctionnaires.

Le Bureau Fédéral FO Finances revendique avec fermeté l'urgence d'une revalorisation du point d'indice des traitements des fonctionnaires, inchangé maintenant depuis plus de deux ans, ce qui est source d'une détérioration importante de leur pouvoir d'achat.

Si l'arrêt de la RGPP répond à une forte attente de la Fédération des Finances FO, il se doit d'être accompagné d'un bilan contradictoire sur l'organisation des services et l'exécution des missions, avant tout nouveau projet de réformes.

Le Bureau Fédéral condamne, avec la plus extrême fermeté, la suppression de 2,5% d'emplois pour les années 2013-2015, soit environ 12 000 dans les directions rattachées à Bercy et la diminution des crédits de fonctionnement et d'intervention de 7% en 2013.

Après les plus de 20 000 suppressions d'emplois en 10 ans, toute nouvelle compression des effectifs aura de lourdes conséquences sociales pour les personnels, et provoquera l'abandon de certaines missions, voire leur privatisation, avec à terme la création de « déserts » de services publics économique et financier sur le territoire national.

Le Bureau Fédéral FO Finances met solennellement en garde le Ministre sur une telle orientation dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances 2013.

Dans une période où le gouvernement a pour objectif la résorption des déficits publics, il serait incompréhensible que les directions chargées de ces missions prioritaires au redressement des comptes publics, soient amputées de leurs emplois et de leurs moyens!

Ces revendications s'appliquent au secteur semi-public de FO Finances, qui est soumis aux mêmes contraintes.

Le Bureau Fédéral FO Finances mandate son secrétariat pendant cette période d'élaboration du budget, pour prendre tous les contacts utiles pour combattre cette destruction programmée du service public économique, financier et industriel.

Le Bureau Fédéral se réunira dès le 7 septembre pour faire le point de la situation et prendre les dispositions qui s'imposeront.

*Adopté à l'unanimité*

Paris, le 9 Juillet 2012